

EDUCATION COMME FACTEUR DE CROISSANCE ECONOMIQUE. DEFIS ET OPPORTUNITES POUR UN ACCROISSEMENT DU CAPITAL HUMAIN EN AFRIQUE

Prof. Dr. Leonidas NDAYISABA

University of Burundi / FLSH

Département d'Histoire & Science politique

leonidasndayisab@hotmail.com

Leonidas.Ndayisaba@ub.edu.bi

Résumé

Au cours des années 1960, des recherches s'adressent à un autre facteur de la croissance économique à savoir l'éducation, un processus par lequel l'individu, la société et l'Etat acquièrent un capital humain devant à son tour favoriser la croissance économique, et la distribution des revenus. Cette contribution a pour objectif d'analyser le rôle que joue le système éducatif sur la croissance économique, insistant sur le caractère particulier de l'Afrique par rapport aux autres continents. Elle s'appuie sur une analyse des récents documents, des interviews avec des experts en matière de rapport entre système éducatif et croissance économique avant de faire une triangulation des données recueillies. Ainsi, l'auteur discute enfin des facteurs qui pourraient permettre de concevoir une politique de l'éducation reconnaissant, dans sa structure, la pluralité des acteurs, et dans son processus, leur synergie en vue d'accroître le capital humain, la richesse individuelle et nationale, de favoriser l'élargissement du marché au niveau interne, régional et continental.

Mots clés: *capital humain, Afrique, croissance économique, éducation, investissement.*

Abstract

During the 1960's, researchers addressed another factor of economic growth namely education, a process through which individuals, societies and States acquire the human capital which enhance in return the economic growth, and the income distribution. This contribution aims at analyzing the role that an education system could play on the economic growth focusing on the particularities of Africa in comparison to other continents. It is based on literature analysis, expert's interviews related to education systems and economic growth prior to the triangulation of all collected data. Then, the author discusses the factors that could be allowed to conceive an well informed education policy which acknowledge in the structure the plurality of actors, and in the process their synergy in order to increase the human capital, the individual and national wealth, contributing to an enlargement of the market on both internal, regional and continental level.

Key words: *human capital, Africa, economic growth, education, investment.*

Introduction

« Donnez à un homme un poisson, et il aura à manger pour une journée ; apprenez à un homme à pêcher, et il aura à manger toute sa vie ». Il s'agit d'un proverbe chinois qui exalte la meilleure façon d'atteindre cet objectif à court et à long terme tant l'apprentissage nous garantit l'autonomie et la réalisation de soi, contrairement à la dépendance et la précarité. Pendant un certain temps, l'analyse économique mettait le focus sur l'usage optimal des ressources rares en vue de produire pour une clientèle déterminée tout en respectant l'environnement et ses richesses. Cette démarche implique l'analyse du rôle et du comportement des individus, des ménages, des entreprises, du rôle particulier de l'Etat et des différents secteurs économiques dans le processus de production, de distribution et de consommation des biens et des services.

Cette analyse sera enrichie, au cours des années 60, d'un autre facteur de la croissance économique, à savoir l'éducation. Aujourd'hui, il n'est plus discuté qu'un individu éduqué offre des avantages certains au bon fonctionnement de l'économie de son pays, de la société, et de l'Etat. Ce facteur fait l'objet de la présente contribution sous l'angle spécifique d'une analyse de la situation du continent africain. En quoi l'éducation pourrait-elle impulser l'économie et le marché sur le continent ? Il s'agit d'aborder sur le plan théorique le rapport existant et avéré entre l'investissement dans l'éducation et l'accroissement du marché et de la croissance économique. Quels sont les défis et opportunités pour les pays africains à cet égard ? Si l'éducation constitue un investissement, un facteur de construction du capital humain, les défis et opportunités auxquels l'Afrique fait face en ce 21^{ème} siècle doivent être également abordés. Cette contribution se base sur une analyse d'une littérature existante, des interviews d'experts en éducation et économie, et de ma participation à des colloques internationaux où cette thématique a été abordée.

Evidemment, les temps présents sont marqués par l'impact de la pandémie Coronavirus dit COVID 19. Découverte dans la ville chinoise de Wuhan fin 2019, cette pandémie fait sa première victime annoncée le 11 janvier 2020, et l'Egypte annonce la première victime sur le continent africain le 16 février 2020. J'ai décidé de ne pas en tenir compte dans cette contribution tout en étant conscient que la pandémie affecte les Etats et sociétés à plusieurs niveaux comme l'individu, les

relations interpersonnelles, la santé, l'éducation, le « *lockdown* », la faiblesse de production, la baisse de revenus, une marge limitée de consommation pour les individus et les ménages, des conséquences différentes en fonction des Etats, des continents, et pour ce combien de temps, sans oublier le sentiment diffus de vulnérabilité et d'impuissance en dépit des développements sur la sécurité humaine des dernières décennies.

1. Reconnaissance du capital humain dans l'économie et la société

Point n'est besoin de revenir sur le rôle et l'impact de l'éducation, soit-elle formelle ou informelle, sur l'Etat et la société. Les philosophes grecs de l'Antiquité reconnaissent l'importance et l'apport du savoir et de l'apprentissage pour l'individu et la société. Ainsi, insiste-t-on dans l'éducation et l'apprentissage sur la rhétorique. Les premiers dirigeants américains reconnaissent déjà l'importance de l'information et de la communication dans la société en vue d'éduquer le citoyen et partant améliorer ainsi le fonctionnement de la démocratie. Ces expériences encore limitées vont plus tard conduire les pays actuellement développés pour la plupart à introduire l'école obligatoire pour tous les enfants déjà dès le 17^{ème} siècle, et le rôle de l'éducation sera analysé, à travers le temps, sous différents angles. Une recherche sur documents démontre le parcours suivi au point d'imprimer une nouvelle dimension à l'éducation, à savoir sa contribution au capital social et humain. Si aujourd'hui un large consensus sur l'impact positif de l'éducation sur l'économie existe, il aura pourtant fallu ainsi le démontrer sur le plan empirique.

1.1 L'éducation comme investissement

Une démarche méthodologique commence à la fin des années 50 et démontre que pour générer la croissance économique, le capital physique, à savoir l'ensemble de biens matériels utilisés dans la production (matières premières, machines, équipements et bâtiments pour produire) ne suffit pas. Les travaux des économistes mettent le focus sur l'éducation en tant qu'investissement partant du constat selon lequel il existe, à l'échelon national, une corrélation entre le niveau de formation d'un pays et son niveau de développement. Theodore Schultz (1902-1998) démontre dans ses travaux le rapport existant entre

l'investissement dans l'éducation et la croissance économique tandis que Garry Becker (1930-2014) développe la première fois le concept de « *capital humain* ». Plus la formation initiale d'un individu est élevée, plus son revenu et son statut social augmentent en principe ; ainsi, la formation et l'éducation ne doivent-elles pas être considérées comme des charges mais plutôt comme des investissements au niveau tant individuel que social (Garry, 1964 ; Schultz, 1961). Les recherches ultérieures s'emploieront à chiffrer la proportion de la croissance de la production directement imputable à l'élévation du niveau de la formation, à montrer effectivement que l'éducation avait l'effet positif attendu, l'élévation du niveau de formation dans la société (Ahishakiye, 2007 : 1-2).

Parallèlement, d'autres chercheurs remettent en question le rapport de cause à effet entre l'éducation et la croissance, particulièrement des spécialistes en matière de développement. Leur argumentation a trait aux méthodes utilisées, aux objectifs et produits de l'enseignement, aux contextes aussi divers que les pays, les continents etc. Bref, si une large partie du monde scientifique reconnaît actuellement l'impact évident de l'éducation sur la croissance économique, ces arguments opposés sont à juste titre reconnus « *as a part of a larger effort to investigate the determinants of economic growth* » (Pritchett, 1996 ; voir Hugon, 2005 : 161-180). Une étude sur 110 pays portant sur la période de 1960 à 1990 a finalement démontré que l'éducation exerce un impact évident sur l'économie, la productivité, et l'augmentation du niveau initial du capital humain (Krueger, 2001 : 1101-1136; Doudjidingao, 2009). Ainsi, le niveau d'éducation affecte la croissance économique à long terme à travers ses effets sur la vitesse et la capacité à s'adapter aux changements technologiques (Léné, 2005 : 94).

1.2 Considération du capital humain dans la politique de l'éducation

Des organisations internationales et des politiques publiques tiennent en compte de la formation du capital humain dans l'esquisse de la politique en matière d'éducation. L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), la Banque Mondiale (BM) produisent, entre autres, des rapports de travaux relatifs à l'apport de l'éducation sur la croissance économique et ses bienfaits sur les individus, les familles, la société et l'État (Banque Mondiale,

2016 ; Unesco, 2014). L'Union Européenne (UE) entend créer une économie du savoir la plus dynamique et compétitive à travers des mesures classiques telles que le relèvement du niveau d'instruction au-delà de la scolarité obligatoire et le développement d'un système de formation pour la vie se démarquant ainsi de la limitation classique à l'éducation formelle. Bref, un rôle privilégié est accordé au capital humain en vue d'innover et de faciliter l'usage et la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Léné, 2005 : 91).

En Afrique, une attention particulière est pourtant déjà mise sur le triptyque, éducation, investissement, et croissance économique dès l'accès à l'indépendance. La Conférence d'Addis-Abeba de 1961 insiste déjà sur les exigences du développement économique et social africain relatives à l'enseignement (UNESCO, 1961). L'Union Africaine (UA ancienne OUA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEA) et les autres communautés économiques régionales africaines comportent des volets formation avec création des pôles d'excellence. A cet effet, signalons deux initiatives, à savoir la création par l'UA d'une Université Panafricaine (UPA) en vue de former des cadres de haut niveau des organismes de développement avec cinq pôles, un dans chacune des cinq régions du continent d'une part, et d'autre part, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a également créé des pôles d'excellence sur les sciences fondamentales (Nairobi), sur l'éducation (Kigali), la santé (Bujumbura) etc. Les pays de CEDEACO entendent harmoniser leur système éducatif dont « *les stratégies visent le renforcement du capital humain et la promotion d'une économie basée sur la connaissance.* » Et pour faire face aux difficultés de développement de la région, « *nous devons passer d'une économie basée sur les ressources minérales et physiques à une économie basée sur le capital humain* » (ECOWAS, 2017). Enfin, la réforme introduite au Burundi sur l'école fondamentale a pour objectif principal, entre autres, « *d'insérer les lauréats dans la vie courante, d'être capables de créer leurs propres emplois* » (Mivuba, Expert burundais en éducation, dans Xinhua du 05.10.2013).

L'éducation, dit-on, est un investissement tant pour les concernés (étudiants, professionnels qui entament des études quelle que soit la formule choisie, ou les parents etc.) que pour l'Etat et la société entière. Etre éduqué au sens large, c'est acquérir de nouvelles idées, connaissances et aptitudes pour sa vie future. Il s'agit de développer le

capital humain qui favorise à terme le capital physique engendrant à terme la croissance économique d'un pays. A cet effet, les pays industrialisés ont introduit des programmes d'enseignement devant assurer une grande adéquation entre l'offre de formation et les compétences utilisées en milieu du travail. Cette adéquation se traduit par différentes formes d'enseignement et d'évaluation en vue de mettre en relation formation et travail ou entre institutions de formation continue et entreprises. La formation en alternance en est une de ces traductions ; il s'agit d'une formule pédagogique où l'apprenti (élève, étudiant) suit sa formation en partie dans un établissement scolaire et en partie dans une entreprise ou organisation (Doray, 2018 : 3-4). Cette formule se trouve souvent dans des pays industrialisés, certains même s'en félicitent comme un moyen pratique et direct de formation, de transmission de connaissances, de compétences et d'aptitudes directement « *exploitables* » au sortir de l'école puisque certains peuvent être retenus dans l'entreprise.

D'autres structures existent dans l'organisation du système éducatif. La formation est prise en charge directement par les concernés, à savoir les chambres de commerces ou les confédérations des travailleurs. Autrement dit, patronat et organisations des travailleurs organisent respectivement des offres de formation en continue en fonction de leur besoins ou ceux du monde du travail, et de l'évolution de la technologie, de l'organisation du travail. D'autres formules existent tels que les stages au cours de la formation.

Au Burundi par exemple, dans l'enseignement technique et professionnel, à l'école secondaire comme à l'université, des périodes de stage sont organisées en vue de compléter le savoir théorique par des compétences acquises directement du marché du travail, « *en se frottant directement à la société* ». Dans cet ordre d'idées, il est remarquable que dans l'enseignement supérieur surtout privé, le choix des programmes de facultés et de départements semble être dicté par d'un côté la possibilité d'enregistrer des candidats qui doivent payer pour leurs études, et de l'autre, des formations ayant des débouchés sur le marché du travail. En conséquence, peu de cours de langues et surtout d'ingénierat qui coûtent cher en faveur des formations en économie, gestion, administration, banque, finances, assurance, informatique, communication etc. Dans les fonctions assignées aux universités, il est

explicitement fait allusion à la formation professionnelle en vue d'attirer et de préparer les étudiants au milieu professionnel.

Dans tous ces différents cas de figure, les tâches entre l'école et l'entreprise sont certes partagées mais complémentaires. Le travail de formation technique, de socialisation et de formation des attitudes de base revient à l'école ; à l'entreprise revient des apprentissages techniques et une fonction de socialisation aux rôles et aux conditions sociales «réelles» de la production. Elle est le lieu où les compétences, les savoirs, les savoir-faire sont transmis, utilisés et reconnus, l'épreuve de la réalité par excellence (Doray & Maroy, 2001 :7-8).

Toutes ces approches consistent en définitive à rapprocher l'éducation et l'économie en insérant l'apprenti dans le monde du travail par la transmission des compétences et aptitudes, dans la production des richesses. Une fois travailleur, il participe également et à la production et à la consommation puisqu'en tant qu'être humain, il participe aux dépenses de la vie quotidienne et de ce fait enrichit les entreprises.

2. Capital humain et politique du marché du travail

Le développement technologique et l'utilisation du numérique dans le processus de production et d'évaluation obligent Etats et entreprises à changer de politique d'emploi. Ainsi, la formation du personnel en cours d'emploi constitue l'un des instruments de la politique passive de l'emploi, s'accompagnant d'un niveau élevé de salaire. Cette capitalisation sur l'expérience des travailleurs en exercice se rapproche d'un autre mode de formation en amont. Le développement de l'alternance en vue de répondre à la contradiction des systèmes de formation professionnelle, à savoir assurer la formation de spécialistes pointus tout en fournissant des professionnels capables d'un raisonnement abstrait et complexe.

Il existe différentes manières de concevoir les finalités de l'éducation, d'une part, la transmission des connaissances, des capacités et des aptitudes et d'autre part, la capacité à trouver des solutions, à communiquer avec les autres, à travailler seul ou en équipe, la formation de la personnalité, l'acquisition de l'autonomie tant dans la réflexion, le jugement que dans le travail personnel, des compétences sociales autant de compétences nécessaires au marché du travail (Patrinos, 2016 : 3). Ainsi, l'éducation constitue-t-elle un investissement

car ceux qui sont éduqués acquièrent de nouvelles idées et connaissances qui sont en rapport direct avec le développement du capital humain, lesquelles connaissances mènent au progrès technologique, et à terme à la croissance économique. Un lien s'établit entre l'investissement dans le capital humain qui va favoriser l'augmentation du capital physique lequel engendre la croissance économique par les facilités d'adaptation à la technologie, et la capacité de transformation et d'innovation dans le domaine du travail (Ahishakiye, 2007 :2-3 ; de Talancé, 2015 : 3-4).

Dans cet ordre d'idées, l'éducation devient un moyen pour la frange de la population défavorisée de se libérer du piège de la pauvreté, tant l'individu formé, quel que soit son milieu d'origine, a plus de chance de sortir de la pauvreté à cause de ses multiples alternatives à sa disposition pour façonner sa vie tel qu'il l'entend (adaptation, changement de profession, de travail etc.) et sans doute être mieux rémunéré (Dercon et al. 2002, ; Lawson et al., 2006). Si les rendements augmentent dans le secteur public et privé formel, dans les pays africains, le marché est divisé en secteur formel réduit et en secteur informel qui occupe une large fraction de la population. Cette structure entame les efforts de quantifier, d'analyser l'impact réel de l'accroissement de l'éducation sur l'augmentation de la croissance économique et du niveau de revenus pour les concernés (Kuépié et al. 2009 : 491-515).

Faisant allusion aux individus, encore faut-il ajouter la dimension genre dans l'accès à l'éducation. L'éducation de la jeune fille africaine a été pendant un certain temps négligée, donnant une place prépondérante au garçon dans tous les niveaux de l'enseignement. Si cette tendance existe encore, reconnaissons que la condition de la jeune fille s'est entre-temps améliorée ; cette éducation permet à la jeune femme d'obtenir un emploi, d'être autonome, de participer à l'augmentation des revenus et aux dépenses familiales. Et en retour, elle favorise l'éducation des enfants et l'amélioration de la santé.

En plus des revenus et des groupes défavorisés, la promotion de l'éducation permet d'améliorer la santé de la population et ainsi réduire les dépenses y afférentes pour l'Etat et la société : une personne éduquée comprend mieux le fonctionnement du corps humain, la maladie qui l'afflige et les moyens (médecine, hygiène de vie) pour y faire face. En rapport avec l'idée du paragraphe précédent, une mère

instruite pourra mieux protéger sa progéniture en recourant à des sources d'information fiables, de connaisseurs, faire vacciner à temps les enfants etc. Quant au niveau macro, une personne éduquée, ayant facilement accès et compréhension des faits de sociétés pourra facilement comprendre le système démocratique auquel les Etats africains aspirent, lequel promeut la bonne gouvernance, favorise la liberté d'entreprendre dans un cadre politique, légal et légitime (UNESCO, 2014 ; Evans & Rose, 2007 : 904-919).

3. Anciens défis et nouvelles perspectives pour le continent africain

L'Afrique, avec ses 54 pays, présente des contrastes à plus d'un égard : 14 pays enclavés, quelques grands pays sous l'angle de la superficie, de la population et de l'économie tels que l'Algérie, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Egypte, la RD Congo et l'Egypte. Elle est également le réservoir de métaux précieux. Malgré toutes ses potentialités, l'Afrique devrait surtout s'attaquer à quatre défis importants, à savoir la consolidation de la démocratie et le règne de l'état de droit, la libéralisation d'une économie non encore industrialisée reposant sur une agriculture de subsistance, l'investissement dans la population, le développement des infrastructures et qu'il sied d'aborder dans la suite de cette contribution (Mills, Obasango et. al, 2017).

La croissance démographique constitue un des défis majeurs de l'Afrique: La population en Afrique est actuellement estimée à 1,2 milliards, avec une forte concentration dans les villes ; elle va doubler d'ici 2050 pour atteindre les 2,4 milliards, autrement dit la moitié de la population mondiale entre 2015 et 2050. D'un côté, une forte population pourrait présenter des avantages : elle sera encore jeune, d'un âge moyen de 25 ans en Afrique au Sud du Sahara excepté l'Afrique du Sud. Elle est mieux formée par rapport à la génération précédente : le taux d'alphabétisation parmi les jeunes est de 70%, le niveau de pauvreté a sensiblement diminué, de 61% en 1994 à 43 %, vingt ans auparavant. De l'autre, La moitié de la population est extrêmement pauvre et une majorité des Etats dits faibles se trouvent en Afrique. Sous cet angle, cette progression démographique exerce des impacts évidents si l'on ne prend pas des mesures appropriées dès à présent en vue de transformer le boom démographique en avantages.

Ces mesures sont, entre autres, augmenter l'offre éducative (augmentation et amélioration des infrastructures scolaires telles que des écoles, des salles de cours spécialisés, le recrutement de nouveaux enseignants, une allocation budgétaire suffisant pour le secteur de l'éducation etc.), stimuler la demande des familles en éducation (promouvoir la scolarisation des enfants, offres de bourses d'études, 'éducation pour tous', bourses d'excellence etc.).

Reconnaissons de surcroît qu'il existe de grandes disparités entre pays (régions) et à l'intérieur de ces derniers, entre milieux urbains et ruraux, entre garçons et filles (inégalité de genre), groupes sociaux etc. le niveau d'intégration physique et politique dans la majorité des pays, la pression urbaine, un niveau élevé d'analphabétisme, le chômage et le sous-emploi car le marché du travail ne peut pas absorber tous les lauréats du système éducatif.

Sur le plan économique, la croissance économique moyenne par an pour toute l'Afrique est de 4,3 % depuis 1995, avec revenu réel de 726\$ per capita en 1994, il atteint 984\$ en 2005. Le contraste pour l'Afrique s'avère le rapport entre croissance économique et lutte contre la pauvreté. Pour le reste du monde, une croissance économique de 1% engendre une diminution de la pauvreté de 2% mais 0,69% pour l'Afrique, sans doute parce que la croissance économique en Afrique est due à l'exploitation du secteur extractif (pétrole, gaz, minerais) et non à l'agriculture et autres ressources naturelles (premier secteur), et l'industrie de transformation (deuxième secteur) (Mills, Obasanjo et al, 2017 :4-11)

Evidement tout développement ne peut se réaliser qu'à travers un cadre politique et légal sûr et consolidé à travers les décennies. A cet égard, un système démocratique est de nature à résoudre les conflits existents dans la mesure où il règle les conditions structurelles d'accès et de maintien au pouvoir ; et c'est sur cette base que des dirigeants légitimes sont fondés à s'adresser aux autres défis du pays et de la population. La « *Declaration on Principles Governing Democratic Elections in Africa* » de l'Union Africaine contribue à relever partiellement ce défi dans la mesure où elle insiste sur l'organisation des élections par des organes « *impartial, all-inclusive, competent, and accountable national electoral bodies* » et appelle les Etats membres à « *to prevent fraud, rigging and other illegal practices.* » Avant la fin de la guerre froide en novembre 1989, seuls le Botswana et l'Île Maurice étaient des Etats démocratiques, et par la

suite, avec la fin du soutien politique, économique et militaire des superpuissances à des pouvoirs dictatoriaux, plus de 40 pays ont organisé des élections multipartites régulièrement en 1990 et 2005. Depuis 1991, il y a eu 36 transferts non violents de pouvoir consécutifs à la tenue d'élections libres. A cet égard, il existe un rapport direct entre démocratie et croissance économique (The Economist, 20 août 2016 ; Ocampo, 2004).

4. Lier l'éducation, l'économie et la croissance du marché sur le continent africain

Il est indéniablement reconnu le rôle de l'éducation dans la croissance économique et partant dans l'accroissement du marché. Il s'agit dans cette dernière section d'appliquer les théories développées sur la situation particulière de l'Afrique en vue d'une croissance économique et d'un élargissement du marché. Rappelons que les pays africains enregistrent une croissance économique annuelle élevée (4% en moyenne) au point qu'on peut tirer la conclusion suivante que malgré tous ces déficits surtout en matière d'intégration physique, politique, économique et sociale parfois culturelle, et de construction d'institutions étatiques fortes, le capital humain reste à développer continuellement. Les domaines qui tirent la croissance économique vers le haut dans le troisième secteur sont ceux qui exigent un niveau de formation y afférent.

En dépit des disparités régionales et internes aux pays, le monde n'a connu autant d'enfants scolarisés qu'aujourd'hui. Si en 1950 la durée moyenne de la scolarité était de deux ans en Afrique, elle est actuellement supérieure à cinq ans. En Asie de l'Est/Pacifique, elle est passée pour la même période de deux à sept ans entre 1950 et 2010 soit une hausse de plus de 200% (Patrinos, 2016: 2). Ainsi, les six Objectifs du Millénaire pour l'Éducation pour Tous (EPT) conclu au Forum de Dakar en 2000 prônent, entre autres, pour la période 2000 à 2015, une éducation en faveur de tous les groupes (petite enfance, scolarisation primaire, éducation des jeunes) avec différents moyens d'apprentissage (petite enfance, alphabétisation des adultes, qualité des apprentissages) et sans ségrégation fondée sur le genre (parité entre les sexes). On est certes encore loin d'atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD), mais force est de constater que les différentes régions du

monde ont accru leurs dépenses en éducation, l'Afrique subsaharienne venant en quatrième position avec 4,0% en 1999 et 5,0% en 2011. Cet accroissement budgétaire se traduit par une augmentation des effectifs scolaires pendant la même période : par exemple, une forte diminution du nombre d'enfants non scolarisés et en âge d'aller à l'école primaire passant de 102 millions en 2000 à 58 millions en 2012 (de Talancé 2015 : 5-6).

Ceci dit, les facteurs qui viennent tempérer le rôle de l'éducation en matière de croissance économique sont, entre autres, l'accès inégal à l'éducation, la qualité de l'enseignement, les infrastructures scolaires et académiques, les opportunités inégales aux termes du parcours académiques, l'existence d'un secteur formel et informel. Il en résulte, d'après certaines estimations, un phénomène d'exode de cerveaux (30% de cadres africains seraient hors de l'Afrique, sur les 100 millions non scolarisés, 43 % seraient Africains avec des écarts entre filles et garçons).

A la lumière de ce qui précède, quelques considérations relatives au cas particulier de l'Afrique s'imposent ; la question posée est celle de savoir comment dans le contexte africain l'on pourrait faire usage du capital humain en vue de booster davantage la croissance économique, élargir le marché interne et régional. Premièrement, et sur le plan structurel, une réflexion et des prises de décision s'avèrent urgentes en vue de consolider l'Etat et ses institutions devant garantir la sécurité pour tous les citoyens et éviter, autant que faire se peut, le recours à la violence politique. Sur cette base, les autres politiques devraient se concevoir comme une politique de construction des infrastructures telles que routes, aéroports, ports, TIC, l'électrification et autres devant relier les pays africains sont indispensables pour que les entreprises puissent produire pour un marché interne, régional et enfin international. Elles constitueraient les nerfs de l'économie en vue de faciliter la venue du marché unique africain que les Chefs d'Etat africains viennent de décider en avril 2018 et qui vient d'entrer en vigueur avec ce 01 janvier 2021. La création d'un système ou d'un ordre dans tous les différents domaines de la vie d'un pays reste une urgence ; elle détermine les objectifs que chaque pays voudrait atteindre et les moyens y relatifs, car selon un proverbe d'un pays africain, « *qui ne sait où il va, ne saura pas non plus s'il est arrivé.* » En matière de formation, les

rôles devraient être clairement partagés entre l'Etat et ses démembrements, les secteurs publics et privés.

Deuxièmement, une mobilité au niveau régional et international des différents acteurs de chaque Etat permettrait de s'enquérir des expériences des autres pays tels que l'Inde, la Chine et autres pays qui, il y a soixante ans, se trouvaient au même niveau que les pays africains. Saluons à cet égard l'initiative récente de la Banque Africaine de Développement (BAD) d'avoir tenu son Assemblée générale à Busan (Corée du Sud), du 21 au 25 mai 2018, avec pour thème l'industrialisation, un domaine où les pays africains pourraient apprendre de ce pays qui représente actuellement 2% de la production industrielle mondiale.

Troisièmement, des études menées depuis les années 60 sur le capital humain et le développement y afférant reconnaissent que l'éducation exerce un impact sur la croissance économique. Cet impact se réalise à deux niveaux : d'un côté, l'éducation est un moyen de lutte contre la pauvreté en augmentant les revenus (leur distribution et donc la réduction des inégalités entre citoyens) et par conséquent la consommation de biens et services de l'autre (de Talancé, 2005). Il s'agit de mesures qui favoriseraient la qualité de l'enseignement (contenu, formation des enseignants, objectifs souhaités etc.) et une « éducation pour tous » (construction des écoles, ouverture à tous les groupes sociaux, prise en compte du genre etc.).

Enfin, il sied pour chaque pays de conduire des études propres en vue de découvrir les niches existantes pouvant offrir du travail au citoyen : administration de l'Etat au niveau national, régional, et local, entreprises paraétatiques, secteur privé, domaine associatif etc. Ces différentes entités devraient, en fonction de leurs besoins et dans la limite de leurs moyens, concevoir et mettre sur pied une politique de formation initiale et en cours d'emploi selon leur domaine d'activités.

Conclusion

La présente contribution avait pour objectifs d'analyser l'éducation en tant que facteur de production et de croissance économique dans une perspective africaine. Les premiers travaux des années 1960 soulignent déjà l'importance de l'éducation dans la croissance économique. Ce lien prouve ainsi que la formation et

L'éducation sont non des charges mais plutôt des investissements à court et long terme. Certes les pays africains ont des défis majeurs relatifs à la situation démographique galopante, 2,5 milliards à l'horizon 2050, la bonne gouvernance, la création de systèmes, les infrastructures et autres pour lesquels des mesures urgentes doivent être prises.

Pourtant, des opportunités existent en vue de transformer les défis en dividendes. Entre défis et opportunités, l'éducation peut jouer un rôle non moins important en vue d'accroître le capital humain devant permettre aux Etats africains de s'adresser aux autres problèmes collectifs du continent. La présente contribution a partagé les mesures d'ordre structurel et conjoncturel devant être prises en tenant compte de la pluralité et de la synergie des acteurs à cet effet. L'impact social de cette contribution se situe à deux niveaux essentiels : au niveau individuel, l'individu acquiert des aptitudes, des compétences en vue de participer à l'activité productrice de son pays. L'acquis remplaçant l'inné, et au niveau social, la société se restructure autour de nouveaux rapports de l'individu et de ses membres aux connaissances, au travail, à la production et in fine sa capacité à se prendre en charge. Dans cet ordre d'idées, il sied naturellement à d'autres d'analyser de façon spécifique les mesures appropriées à prendre pour chaque pays tant les conditions historiques, politiques et la stabilité sont différentes en dépit des contraintes structurelles persistantes.

Références bibliographiques

Ahishakiye Honoré (2007), Impact de l'éducation sur la croissance économique du Burundi, <http://www.idec.org> consulté le 12 mai 2018

Banque Mondiale (2016), Conférence mondiale sur l'équité et l'excellence dans l'éducation de base, Shanghai, du 17 au 19 mai 2016, Rapport

De Ocampo Antonio José (2004), *Maribé, Cohésion sociale et Démocratie*, Rapport PNUD

Dercon Stefan / Hoddinott John / Woldehanna Tassew (2002), "Growth and Poverty in rural Ethiopia: Evidence from 15 communities 1994-2004. Background paper for chronic Poverty 2008-2009", <https://www.files.ethz.ch> consulté le 15 novembre 2020

De Talancé Marine (2015), *Le défi de l'accès et de la qualité de l'éducation dans les pays en voie de développement*, <https://bis-economics.org> consulté le 15 mai 2018

Doray Pierre & Maroy Christian (2001), « La construction des relations entre économie et éducation : L'exemple de la formation en alternance », *Education et Sociétés* 2001/1(N°7) : 51-65

Doudjidingao Antoine (2009), *Education et croissance en Afrique subsaharienne. Une analyse comparative des trajectoires socioéconomiques de trois groupes de pays anglophones, francophones et magrébins*, Thèse de doctorat, Université Aix-Marseille II-De la Méditerranée.

Evans Geoffrey / Rose Pauline (2007), « Support for Democracy in Malawi: Does schooling matter? » *World Development*, Elsevier, Vol. 35 (5): 904-919

Garry S. Becker (1964): *Human capital. A theoretical and empirical Analysis*, Chicago: University of Chicago Press

Hugon Philippe (2005), « La mesure des effets économiques de la scolarisation. Apports et Limites de l'économie de l'éducation », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, Hors-série N°1/2005 :161-180

Krueger B. Alan & Lindahl Mikael (2001): "Education for growth: Why and for whom?" *Journal of Economic Literature*, 29: 1101-1136

Kuépié Mathias / Nordman Christophe / Roubaud François (2009), "Education and earnings in urban West Africa", *Journal of Comparative Economics*, Elsevier, Volume 37(3): 491-515

Lawson David / McKay Andy / Okidi John (2006), "Poverty persistence and transitions in Uganda: A combined qualitative and quantitative analysis", *Journal of Development Studies*, Volume 42 (7): 1225-1251

Léné Alexandre (2005), « L'éducation, la formation et l'économie de la connaissance : approches économiques », *Education et Sociétés*, N°15/2005/1 : 91-103

Mills Greg, Obasango Olusegun et al. (2017), *Making Africa work. A handbook for economic success*, Cape Town: Tafelberg

Patrinus Harry (2016), « Le rôle crucial de l'éducation dans le développement économique », <https://blogs.worldbank.org> consulté le 16 mai 2018.

Pritchett Lant (1996), “Where has all the education gone?” World Bank Research Working paper N°1581, <https://ssrn.com/abstract=569238> consulté le 7 juin 2018

Schultz W. Theodore (1961): “Investment in human capital”, *The American Economic Review*, Vol. 51 (1): 1-17

The Economist (20 août 2016), « The march of democracy slow », <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/217705355/2016/08/20/the-march-of-democracy-slows> (consulté le 05 novembre 2020)

UNESCO (1961), Conférence de Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique, Addis-Abeba 15-25.05.1961, Rapport final

UNESCO-BREDA (2005), Education pour tous en Afrique, Dakar

UNESCO (2014) : *Rapport mondial de suivi de l'EPT : Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous*, Paris : Editions UNESCO